

Effectivité de la Subvention de l'Etat aux partis politiques pour la Campagne électorale

300 MILLIONS DE F CFA, UNE BOUFFEE D'OXYGENE, DEJA PARTAGES A TOUTES LES FORMATIONS ET GROUPES DE PARTIS POLITIQUES

P 3

TOGOREVEIL

SPECIALES LEGISLATIVES 2013

TR 110 du 20 juin 2013

Prix: 250 FCFA / Etranger 1€

Le pari d'une actualité qui réveille



Deux jours après l'ouverture de la campagne UNIR, UFC ET CPP SONT SUR LE TERRAIN, « SANTÉ DU PEUPLE » ET « LE NID » FONT LEUR PREMIERS PAS, LES AUTRES TRAINENT LE PAS

P 2

Poursuite demain des concertations en pleine campagne électorale LE GOUVERNEMENT POURRAIT CONTINUER LES GESTES D'APAISEMENT AVEC LA PROROGATION DE LA CAMPAGNE ELECTORALE

P 3

Législatives/UNIR opte pour l'égalité des chances



JÉRÉMY AYAO VIDJA, UN MALVOYANT EN LICE DANS L'AMOU

P 2

Législatives/UNIR opte pour l'égalité des chances

JÉRÉMY AYAO VIDJA, UN MALVOYANT EN LICE DANS L'AMOU



C'est une première dans l'histoire des élections dans notre pays. A la publication de la liste définitive des candidats aux élections législatives du 21 juillet, un nom retient l'attention. Jérémie Ayao Vidja, malvoyant, enseignant à l'Ecole Nationale de Formation Sociale (ENFS) à l'Université de Lomé est candidat de l'Union pour la République (UNIR) dans la circonscription électorale de l'Amou. Il est candidat sur la liste dont la tête est tenue par IHOUE, DG de l'Union Togolaise de Banque. Cette candidature de Jérémie Ayao Vidja qui est une première, vient inaugurer une nouvelle ère de la politique togolaise. Après que le gouvernement ait souhaité et encouragé les candidatures féminines à ces élections, le parti Union pour la République va bien au-delà pour positionner un malvoyant sur sa liste de l'Amou. Cet acte courageux qui vient reconnaître leurs places aux personnes handicapées dans une société qui ne doit souffrir d'aucun complexe est à mettre à l'actif de l'Association "Vision Solidaire" qui

lutte pour l'intégration sociale des personnes en situation de handicap. Pour cette structure, l'organisation de ces élections devrait aussi prendre en compte certaines dispositions pour permettre aux personnes handicapées d'exercer pleinement leur droit de vote.

"Nous avons fait le tour des partis politiques, afin qu'ils prennent la responsabilité d'avoir des candidats en situation de handicap. Nous avons aussi envoyé des courriers à des Institutions et aux ministères dans les quels nous avons demandé que des mesures soient prises pour permettre aux personnes en situation de handicap de voter avec des bulletins de vote en braille et de suivre à travers le langage des signes, des messages des candidats à la télévision pendant la campagne électorale", a indiqué Samir Abi, directeur exécutif de "Vision Solidaire".

Au total 1174 candidats dont 159 femmes sont en courses pour les 91 sièges que va compter la prochaine législature.

La Rédaction

R Retrouvez votre journal et plus d'info sur le site : www.togoreveil.info

Récupéré N° 0353/24/09/08/HAAC du 24 septembre 2008

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Germain POULI

COMITÉ DE RÉDACTION

Didier ASSOGBA

Patrick NIMA

Pégy

Paul KATASSOLI

SERVICE COMMERCIAL ET PUBLICITÉ

Aïssata TOURE

SECRÉTARIAT

Carole AGHEY

Rose NYUIADZI

INFOGRAPHIE

AHIALE Raphaël

CARICATURE

DODZI

DISTRIBUTION ET ABONNEMENT

Tel: 22 36 18 56

ADRESSE

585, Avenue du Grand Séminaire

Hédzranawoé face Ets VINS

D'ITALIE

Tél. : 22 61 12 19 / 22 36 18 56

90 02 76 54

E-mail : togoreveil@togoreveil.info

TIRAGE

4000 Exemplaires

La Colombe

Deux jours après l'ouverture de la campagne

UNIR, UFC ET CPP SONT SUR LE TERRAIN, « SANTÉ DU PEUPLE » ET « LE NID » FONT LEUR PREMIERS PAS, LES AUTRES TRAINENT LE PAS

C'est parti pour la campagne en vue des législatives du 21 juillet prochain. Depuis le samedi à 00 heure, les états major des partis politiques et candidats indépendants s'activent pour s'assurer le vote des électeurs. Au premier jour de cette campagne électorale, trois partis se sont illustrés sur le terrain à Lomé. La Convergence Patriotique Panafricaine (CPP) était sur l'esplanade du palais des congrès pour un pique nique, des femmes de l'Union pour la République (UNIR) au Centre communautaire de Tokoin et l'Union des Forces de Changement (UFC) dans les rues de Lomé.

Pour les candidats de l'Union pour la République, il s'agissait de leur présentation au grand public. Regroupés au Centre communautaire de Tokoin, les militantes et les militants de l'UNIR ont découvert une liste dominée par les femmes et conduite par Mme Patricia Dagban-Zonvidé, ministre de la Promotion de la Femme. Pour la tête de liste, les femmes ont un rôle important à jouer dans ces élections. "Nous avons demandé à toutes les femmes de soutenir le parti et de nous pousser jusqu'à la victoire. Car c'est sur elles que nous comptons, c'est elles qui voteront pour que nous ayons la victoire", a déclaré Mme Dagban-Zonvidé.

L'Union des Forces de Changement s'est quant à elle livrée à une opération de charme dans les rues de Lomé. A travers une caravane conduite par son président national, Gilchrist Olympio, les militants et sympathisants ont sillonné certains quartiers de la capitale. L'objectif pour les dirigeants de l'UFC est de montrer aux populations que leur parti est un parti d'avenir et qu'il porte en son programme le désir de faire du Togo de demain un pays prospère. "Notre projet de société est bien connu. Nous sillonnons certains quartiers de Lomé pour dire aux populations que nous sommes là et que nous sommes prêts pour la victoire. La victoire de l'UFC est la victoire de tout le Togo : c'est la prospérité et l'avenir du pays", a indiqué M. Olympio.

Du côté des militants et



sympathisants de la Convergence Patriotique Panafricaine, c'est l'esplanade du palais des congrès qui a été choisie comme Quartier général en ce premier jour de campagne. Parmi les militants, on pouvait noter la présence de M. Octave Nicoué Broohm, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, membre de la CPP. Selon Francis Ekon, président de la CPP, le parti va dérouler les activités contenues dans son plan de campagne à partir de lundi, aujourd'hui donc. Le slogan retenu par ce parti pour cette campagne électorale est : "Votons autrement".

Les partis « Santé du Peuple » et «

Le Nid » qui son à leur premier essai ont collé des affiches à travers les différentes artères et rues de la capitale.

Dans les autres états major de parti politique, notamment ceux regroupés au sein du Collectif Sauvons le Togo et la coalition Arc-en-ciel, l'heure était encore aux discussions avec le gouvernement. En prélude à ces discussions, la justice a accordé la liberté provisoire à trois inculpés dans l'affaire des incendies des marchés, candidats à ces élections législatives. Il s'agit de Gérard Adjia, Alphonse Kpogo et Jean Eklou.

Paul Katassoli

UNIR en campagne dans le Vo PLUSIEURS CANTONS SILLONNÉS POUR UN MESSAGE DE DÉVELOPPEMENT À TRAVERS L'UNION



Dès l'ouverture de la campagne samedi dernier, les candidats du parti Union pour la République dans le Vo n'ont pas perdu de temps avant de se mettre en contact le même jour avec la population de cette circonscription électorale. Samedi déjà, ces candidats avec à leur tête de liste, Mme Victoire Tomégah-Dogbé, ont sillonné les cantons de Akoumapé, Dagbati et Massécopé. Dans tous ces cantons, un seul message a été livré à la population, l'union et la mobilisation pour le bonheur des fils et filles de Vo. "Dans les trois localités sillonnées, nous avons fait passer un seul message: Unir davantage les fils et filles de Vo

pour que nous puissions tous participer au développement de la préfecture.", a indiqué Mme Tomégah-Dogbé. "Nous sommes une nouvelle tête animée de cette vision de travailler pour le développement de notre préfecture. Il faudra que nous soyons ensemble et unis. Et ce n'est qu'à travers vous, que nous pouvons travailler pour le bonheur de la préfecture.", a ajouté Kodjo Ambroise Menan, ambassadeur du Togo aux Etats-Unis. Selon lui, cette union doit se faire autour de UNIR et ses candidats. Habillés pour la plupart en T-shirt de UNIR, les militants et sympathisants de UNIR dans le Vo étaient sortis massivement, dans chacune des localités sillonnées, accueillir les candidats de UNIR dans une ambiance festive à travers les chants et danses des groupes folkloriques.

La rédaction

Campagne législative à Kpélé UNIR DÉMARRE PAR UNE MESSE D'ACTION DE GRÂCE



Le parti Union pour la République a commencé sa campagne à Kpélé. Hier dimanche, en communion avec la communauté chrétienne et la population de Kpélé, les militants et sympathisants de UNIR ont confié tout le processus électoral à Dieu et imploré sa bénédiction à travers une messe d'action de grâce dans la paroisse Saint Raphael de Kpélé-Adéta. C'est en face d'une mobilisation impressionnante et en présence du Chef du Gouvernement Séléagodji Ahoomey-Zunu que le curé de cette paroisse a émis le vœu que la campagne et tout le processus électoral se déroulent dans de bonnes conditions. "Que la campagne électorale se déroule dans un esprit de paix, de convivialité et surtout de respect mutuel pour qu'aux lendemains du scrutin du 21 juillet, les togolais réconciliés poursuivent les grands chantiers de développement de notre pays." A-t-il dit en substance. Cette messe a fait place à un meeting populaire animé le soir, meeting au cours duquel Mme Yawa Tsekan, tête de liste de UNIR dans cette circonscription électorale a appelé la population à voter massivement pour sa liste.

La rédaction

Poursuite demain des concertations en pleine campagne électorale LE GOUVERNEMENT POURRAIT CONTINUER LES GESTES D'APAISEMENT AVEC LA PROROGATION DE LA CAMPAGNE ELECTORALE

Le gouvernement togolais vient de boucler un ultime round dans la permanence du dialogue qu'il entend établir entre les acteurs politiques togolais avec les discussions entamées vendredi 5 juillet et qui se sont poursuivies avec le démarrage de la campagne électorale. Acteurs du CST, de la Coalition Arc en Ciel et représentants du pouvoir se sont retrouvés à nouveau autour de Mgr Barrigah d'abord pour faire le point sur les mesures d'apaisement prises lors du précédent mini dialogue du 14 juin 2013 et se prononcer sur les nouvelles demandes des deux groupements relatives notamment à la leur représentation au sein des CELI et au report des élections de quelques jours.

Sur les mesures prises par le gouvernement dans le sens de l'apaisement, les deux parties se sont félicitées de la libération effective des détenus dans l'affaire des incendies en vue de leur participation aux prochaines élections (Jean EKLOU, Gérard ADJA et Alphonse KPOGO) ainsi que la levée d'interdiction qui frappait les autres inculpés (Jean Pierre Fabre, Kpandé Adzaré, Afangbédji,...). La question des neuf députés démissionnaires de l'UFC ainsi que l'accélération de la mise en place de la subvention accordée par l'Etat aux partis politiques et groupements de formations politiques ont été également évoqués. Sur ce dernier point une évolution rapide a été constatée avec le paiement effectif desdites subventions aux partis et groupements concernés.

Les parties se sont séparées dans une bonne

ambiance mais avec une divergence de point de vue sur la question du report des élections, les discussions reprennent demain mardi.

De sources proches de la Coalition Arc en Ciel précisent que « le principe du report est acquis, mais le gouvernement ne veut reporter le scrutin que de quatre jours ». Le CST et la Coalition exige plus de temps.

Demain mardi, il n'est pas exclu que le gouvernement fasse encore un geste dans le sens de l'apaisement en prorogeant la période de la campagne électorale et donc de la date des élections. Les togolais attendent confirmation pour aller aux urnes pour renouveler leur assemblée nationale.

Les élections de cette année rêvent une importance particulière en ce sens qu'elles permettront de clarifier le débat. Elles permettront de trancher définitivement les conflits d'ambitions et de mesurer les rapports de force à travers le poids politique des différentes écuries.

Avec le dialogue qui s'achève demain, le gouvernement montre une fois encore sa disponibilité pour la pérennisation des concertations qui peuvent se faire avant, pendant et après les élections. Les dirigeants ont montré qu'ils sont également à l'écoute des différentes composantes de la nation. Religieux et acteurs de la société civile avaient souhaité la tenue de ce dialogue avant la tenue des élections, c'est chose désormais faite.

Germain POULI

Effectivité de la Subvention de l'Etat aux partis politiques pour la Campagne électorale 300 MILLIONS DE F CFA, UNE BOUFFEE D'OXYGENE, DEJA PARTAGES A TOUTES LES FORMATIONS ET GROUPES DE PARTIS POLITIQUES

Une des particularités et innovations des législatives de cette année 2013 a consisté à un soutien multiforme de l'Etat en faveur des partis politiques engagés dans la bataille électorale. Outre la prise en charge des représentants des partis et candidats dans les bureaux de vote il a été pris un décret fixant à 450 millions de F CFA, le montant de la subvention de l'Etat aux partis politiques engagés dans la course à l'hémicycle.

Jusqu'à jeudi et donc avant le début de la concertation politiques engagée une troisième fois en moins d'un mois sous la houlette de Mgr Barrigah, plusieurs partis politiques étaient dans l'attente de cette manne pour mieux s'organiser sur le terrain de la conquête électorale.

Désormais et depuis ce week-end, des sources proches du ministère de finances indiquent que les différents partis politiques et groupements de partis politiques sont entrés dans leur droit. Les 300 millions de FCA promis avant les élections ont été effectivement débloqués et repartis aux différents compétiteurs aux élections de ce mois de juillet 2013 en fonction de leur présence ou non à l'assemblée nationale sortante. Dans les détails, 200 millions ont été partagés aux partis ayant des députés au parlement sortant et 100 millions sont revenus aux partis extraparlimentaires.

Le reliquat de cette subvention estimée à 150 millions, sera reparti à l'issue des élections en fonction du nombre de siège obtenus par les différents

courants politiques.

Des groupements de partis comme le Collectif « Sauvons le Togo », la Coalition Arc en Ciel et des partis comme l'UFC, UNIR, le NET, le NID, la CPP et autres ont perçu leur part selon les mêmes sources.

Le geste est fortement apprécié par une bonne frange des partis engagés dans cette élections et qui éprouvaient jusqu'à l'ouverture effective de la campagne électorale, de réelle difficultés pour financer leur participation à ces échéances. Ce financement direct et la prise en charge des délégués des candidats dans les bureaux de vote viennent apporter plus d'équité dans le processus électoral en cours.

Patrick NIMA

Organisation des élections législatives et locales

6500 AGENTS DE LA FOSEL ET 600 OBSERVATEURS DES DROITS DE L'HOMME DÉPLOYÉS



Le mercredi 03 juillet, le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile a organisé en collaboration avec le Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, HCDH-TOGO, une journée de sensibilisation et d'information de tous les acteurs impliqués dans le processus électoral. Cette journée qui a connu la présence de certains ministres, de la représentante du HCDH-Togo, de la présidente de la CENI et bien d'autres autorités a eu pour thème « La FOSEL 2013 et la sécurisation des élections législatives du 21 juillet ».

Cette journée a permis aux acteurs politiques, aux représentants des Organisations de Défense des Droits de l'Homme, aux professionnels des médias, aux autorités politiques, religieuses et traditionnelles d'avoir plus d'informations sur la Force Sécurité Elections Législatives (FOSEL 2013) et les mécanismes mis en place par le HCDH-Togo pour réaliser l'observation du respect des droits de

l'homme en période électorale. Créée spécialement par le gouvernement pour accompagner la Commission Electorale Nationale Indépendante dans la gestion du processus électoral en cours, la FOSEL 2013 compte 6500 personnes dont 3000 agents de Police, 3000 gendarmes et 500 Gardiens de Préfectures qui ont reçu la formation, le savoir-faire et la compétence nécessaire pour jouer leur rôle. Ces agents ont alors pour mission de sécuriser toutes les phases du processus électoral notamment la campagne, le scrutin proprement dit et la proclamation des résultats. Pour le ministre Yark Damehan de la sécurité, les élections à venir donnent l'occasion au Togo de prouver au monde entier son degré de maturité politique. La création de la FOSEL 2013 prouve alors la volonté politique d'organiser des élections apaisées et sans violence. « Je suis convaincu au regard de tout le travail qui est fait en

amont qu'au lendemain des élections du 21 juillet 2013, nous pourrions nous réjouir de ce que cet objectif aura été atteint. », a-t-il rassuré. Le Directeur Général de la Police Nationale et commandant de la FOSEL 2013, Koudowovo Têko Mawuli, a aussi soutenu que ses agents seront déployer sur toute l'étendue du territoire national.

Pour l'observation du respect des droits de l'homme en période électorale, le HCDH-Togo quand à lui a élaboré une plateforme multimédia « Assere-Dasefo » que les victimes ou témoins de violations des droits humains peuvent utiliser gratuitement pour rapporter les violations observées. Pour se faire, les numéros verts 80004040 et 8203 sont mis à la disposition de la population sans oublier le 2020 pour les sms et alert@asseredasefo.org pour le courriel. Le HCDH a aussi déployé 600 Observateurs des Droits de l'Homme.

La présidente de la CENI en ce qui la concerne a aussi rassuré que la CENI entend donner une chance égale aux partis politiques, aux groupements de partis politiques et aux candidats indépendants. Cette journée de sensibilisation et d'information a pris fin avec un appel du ministre Yark aux cellules de jeunes des partis politiques, aux autorités religieuses et traditionnelles les invitant à donner des instructions morales et civiques à leur base.

Londou KAWANA

Pour une meilleure couverture des Législatives 2013

LES PROFESSIONNELS DES MÉDIAS S'IMPRÈGNENT DES TEXTES RÉGLEMENTAIRES



Les élections se suivent mais ne se ressemblent pas. Plus que deux semaines et ce sera l'heure de vérité pour tous les partis politiques engagés dans le processus électoral. Consciente de ces réalités, la Haute Autorité de l'Audiovisuelle et de la Communication (HAAC) s'est lancée dans une série de séminaires à l'endroit des professionnels des médias en vue d'assurer une bonne couverture médiatique de la campagne et du scrutin du 21 juillet prochain. Après le séminaire de Notsè, organisé à l'attention des patrons de presse, c'est la ville de Kpalimé qui a offert son cadre aux professionnels des médias des régions plateaux, Maritime et Golfe ; réunis pour deux jours, les 28 et 29 juin dernier.

Au centre des discussions, quatre communications qui ont tourné autour du professionnalisme, de la responsabilité du journaliste en période électorale, du cadre réglementaire de la régulation, ainsi que des techniques de reportage en période électorale. Dans leur présentation respective, les responsables de la HAAC

présents à Kpalimé ont abordé les thèmes relatifs aux « Droits, devoirs et liberté du journaliste », au « Cadre réglementaire de la régulation des médias en période électorale : Le code de bonne conduite », à « La responsabilité sociale des médias en période électorale » et à « La couverture médiatique des élections législatives : les techniques de reportages ».

D'une manière générale, les différents intervenants ont exhorté les journalistes à faire preuve de professionnalisme et d'impartialité dans le traitement de l'information en période électorale. Le journaliste doit également en cette période faire preuve de retenue pour ne pas contribuer à embraser la nation. Les intervenants n'ont pas manqué de souligner les libertés du journaliste notamment celle d'accéder à toutes les sources qui lui sont nécessaires dans la vérification de l'information. Cependant, il doit avoir à l'esprit que sa liberté n'est pas au dessus de celle des autres. Les participants au séminaire ont ensuite été repartis dans des groupes où ils ont travaillé à faire la synthèse des différentes communications.

Les communications ont été animées par Victor Wéka-Yawo Aladji, membre de la HAAC, qui représentait le président de ladite institution à la cérémonie d'ouverture, Toyitom Amélétié, Damien Jean-Pierre Homawoo et Kasséré Pierre Sabi, tous deux membres de la Haute Autorité de l'Audiovisuelle et de la Communication.

A cette même période, les journalistes des régions septentrionales étaient réunis à Kara pour la même formation.

Paul Katassoli

Santé

UNIR OFFRE UN LOT DE MACHINES DE DIALYSE AU CHU SYLVANUS OLYMPIO



Selon les chiffres de l'Association des Personnes Dialysées du Togo, plus de 250 personnes souffrent actuellement de la maladie de l'insuffisance rénale au Togo. Mais le drame est qu'à peine 50 personnes parmi eux arrivent à payer les soins. Les taux de services sont un peu alarmants parce que 50% seulement vivent au-delà de 6 mois, 10% vivent environ un an et 8% seulement vivent au-delà de 2 ans grâce à la dialyse.

La majorité de ces personnes dialysées ne dispose pas des moyens pour se payer les soins qui nécessitent 68 mille francs par semaine et 6 mille pour ceux qui bénéficient de la subvention de l'Etat. Des cliniques privées offrent également les mêmes soins mais le prix est fixé à 100 mille francs par séance. C'est pour venir en aide à ces personnes et les aider à bénéficier des soins appropriés que le parti politique Union pour la République (UNIR) a décidé d'offrir deux machines de dialyse à ces personnes dialysées au Togo. Le parti de Faure Gnassingbé a offert mardi dernier au Centre Hospitalier Universitaire Sylvanus Olympio un lot de matériel d'hémodialyse.

C'était au cours d'une cérémonie de remise de don au nouveau service d'hémodialyse à laquelle ont pris part le ministre de la Santé, Pr Kondi Charles Agba et le Vice-président de l'UNIR, Georges Aidam. Estimé à plusieurs millions de francs CFA, ce don est composé entre autres de deux générateurs de dialyse, d'un échographe, d'hystéroscopie, de 50 Doppler fœtaux, de tensiomètres mécaniques et électroniques.

Ce don vient à point nommé où le service d'hémodialyse ne dispose que de quatre dialyseurs pour 72 personnes prises en charge par le service, a laissé entendre le ministre de la Santé. Dans les prochains jours, les centres hospitaliers de Kpalimé, de Sokodé, de Kara et de Dapaong vont bénéficier d'autres dons venant du parti UNIR.

Dias MISSOKO

5 juillet 1884 – 5 juillet 2013 : LE TRAITÉ DE PROTECTORAT A 129 ANS LE MONUMENT DE BAGUIDA REPREND DES COULEURS

Il y a de cela 129 ans, sur la plage de Baguida, le roi Mlapa 3 de Togoville et l'Explorateur Allemand Gustave Nachtigal signaient le traité de protectorat qui scellait les relations entre l'Allemagne et ce qui allait devenir, après la conférence de Berlin, le Togo. Même si la fin de la première guerre mondiale a sonné le glas de la colonisation allemande sur le continent, le Togo a gardé une relation privilégiée avec son premier contact occidental. Aujourd'hui, cela se traduit non seulement par une coopération renouée entre les deux nations après la grande suspension de 15 ans, mais encore par des jumelages entre des villes allemandes et togolaises.

Baguida qui a accueilli la signature du traité de protectorat n'est pas du reste. Cette localité garde encore les vestiges de ce pacte à travers son mythique stade qui porte d'ailleurs le nom « Gustave Nachtigal » et son monument situé à l'entrée du canton. Autrefois abandonné au milieu des bougainvilliers qui cachaient sa splendeur et noyé par la musique tonitrue émanant du bar qui porte son nom, le monument de Baguida vient de faire peau neuve. Ceci, grâce au projet de construction de la Nationale numéro 2, de Hilakondji à Avépézo, qui a prévu la réalisation de certains ouvrages d'intérêt public. On peut citer dans ce sens le marché et le monument de Baguida, le marché et l'école primaire d'Avépézo. Ces réalisations redonnent un éclat particulier à la première capitale du Togo et au canton d'Avépézo. Au début, le projet de la route prévoyait de déplacer le monument au rond point de Baguida mais face aux difficultés d'ordre humain et logistique, la place a été aménagée. Elle est dorénavant entourée d'une clôture et son sol pavé. Aujourd'hui, c'est une place agréable qui prête son cadre aux amoureux de la bonne bière en plein air qui font les affaires du gérant du « Bar Monument ».

Le matin du 05 juillet dernier, une rencontre des chefs traditionnels, chefs religieux ainsi que des représentants de la municipalité et de l'ambassade d'Allemagne s'y est tenue pour commémorer la signature du traité.

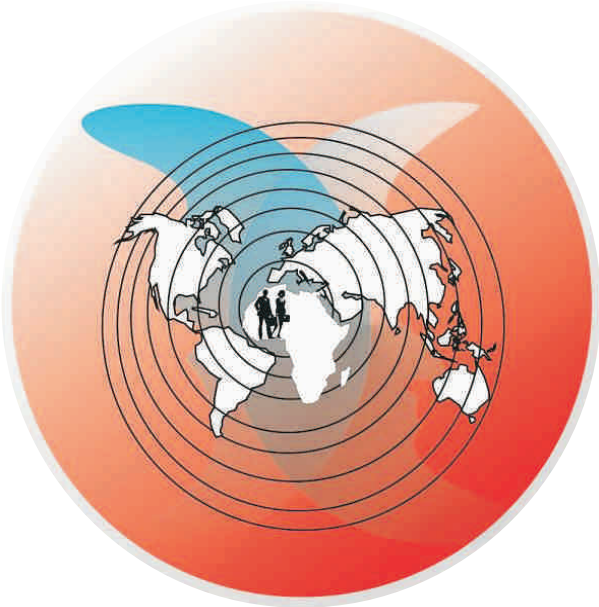
Il faut préciser que la Nationale numéro 2 dont les travaux sont à l'étape des ouvrages d'électrification et de consolidation a été réalisée par la Société Nationale Chinoise des Travaux de Ponts et Chaussées (SNCTPC) sur les fonds de l'Etat togolais et de ses différents partenaires. Elle vise à fluidifier le trafic sur le corridor Abidjan-Lagos pour une meilleure intégration sous régionale.

Pablo ZOUBE

Réduction de la pauvreté à l'horizon 2015

Le MCNP de ReDéMaRe, la solution !

2015 verra l'échéance des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Plusieurs années de préparation et de rencontres ont permis de dégager en l'an 2000 huit principaux objectifs dont le premier est de réduire l'extrême pauvreté de moitié sur la planète Terre à l'horizon 2015. A deux ans de l'échéance, avons-nous des raisons d'espérer réduire l'extrême pauvreté dans le monde ? A quelles initiatives crédibles pouvons-nous nous accrocher ?



Des années de préparation pour des mesures difficiles à tenir.

Annoncé en 1998, le Sommet du Millénaire a été accompagné d'une campagne d'information internationale de deux ans. Elle avait pour objectifs la consolidation de l'engagement de la Communauté Internationale et le renforcement des partenariats avec les gouvernements et la société civile pour bâtir un monde sans laissés-pour-compte. Elle a aussi permis de mettre en valeur le principe énoncé par Kofi ANNAN le Secrétaire Général de l'ONU à l'époque dans son rapport pour le Millénaire selon lequel l'être humain doit être mis au centre de tous les programmes.

Pendant deux ans, les gouvernements du monde appuyés de groupes d'experts internationaux ont planché sur la préparation du sommet du Millénaire. Il s'est finalement tenu du 6 au 8 septembre 2000 au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York. Elle a constitué, à ce moment, le plus grand rassemblement de chefs d'État et de gouvernement de tous les temps. Il a débouché sur l'adoption par les 189 États Membres de la Déclaration du Millénaire, qui énonce les huit OMD. Parmi les objectifs à atteindre à l'horizon 2015, les dirigeants du monde entier ont convenu, en première place, d'« Éradiquer l'extrême pauvreté et la malnutrition ». En effet, la famine, la malnutrition, l'accès aux soins de santé, à l'éducation et à l'eau potable sont des indicateurs de la précarité dans les pays du sud. Des années après cet engagement, tous les acteurs, y compris l'actuel Secrétaire Général des Nations Unies, restent dubitatifs quant à l'atteinte réelle de ces objectifs. Aujourd'hui encore, plus d'un milliard de personnes vivent sous le seuil de la pauvreté dans le monde.

Cependant, le doute perceptible à l'échéance 2015, loin d'être synonyme d'échec pour les dirigeants et gouvernements au devant de la scène mondiale pourra à l'horizon 2015 être non seulement un échec, mais aussi une insulte au Savoir dont nous sommes tous porteurs.

Libéré de tous les jougs et porté par la toile internet, l'intelligence humaine doit se sentir à présent,

interpellé par ce Défi. Il s'agit de l'ensemble des composantes sociales sans distinction aucune, représentés par leurs dirigeants pour bâtir un monde qui mette l'Homme au centre de toutes préoccupations. C'est la volonté universelle et son principe auxquels il y a lieu de répondre, de façon concrète par l'Economie Universelle de l'Investissement pour le Revenu Périodique Garanti et le Salaire que propose le Réseau pour le Développement de la masse sans ressources (ReDéMaRe) à travers son produit le MCNP.

Le MCNP, qu'est-ce ?

Mis sur la toile internet sous forme de progiciel dénommé Marché de Crédit en Nature Pérenne (MCNP), ce concept a le mérite d'être le premier « protocole Web » permettant l'ouverture d'un Compte Marchand (CM) à chaque individu sans exclusion aucune. Le compte marchand est le premier du genre à constituer à la fois un compte producteur des ressources d'investissement pour tout investisseur, des ressources de salaire pour tout salarié et des ressources de revenu pour tous répondant au principe directeur sus-mentionné.

L'ère des richesses immatérielles de l'information, de la communication et donc du savoir partagé a désormais l'outil MCNP pour concilier efficacité du marché libéral et justice sociale, par le savoir, haute technologie de production et haute technologie de la répartition.

Essentiellement marchands, les trois produits du MCNP à savoir investissement, salaire et revenu sont des marchandises à acquérir grâce au capital espèce, numéraire, monnaie de banque fiduciaire qui ne se confond pas aux trois produits-marchandises du MCNP. Ce capital, monnaie de banque déboursée pour acquérir ces trois marchandises sur le MCNP forment le Fonds de Garantie du Financement en Nature (FGFN), gage de toute solvabilité pérenne du marché assurée par les Partenaires Bancaires et Financiers (PBF) qui logent pour le compte du MCNP ce fonds en guise de dépôt pour toutes les opérations de crédits bancaires en faveur des différents utilisateurs sur le MCNP.

Si la haute technologie de production mondiale démontre de façon tangible sa capacité à l'abondance du revenu en nature biens, produits et services susceptibles de satisfaire tous les ménages, la haute technologie de la répartition est la seule à être apportée à la première pour l'atteinte de cette abondance à la portée exceptionnelle de tous. Point n'est besoin d'être économiste, cela va de soi grâce au MCNP qui constitue en lui-même l'économie, l'intelligence collective qui fait de tous des économistes universels mieux que les Communautés des Nations de tous les temps.

Fort heureusement, l'ère du numérique a ouvert la porte à la répartition qui ne peut être juste que par l'immatériel que porte le réseau mondial du savoir, l'internet et les systèmes informatiques qui le soutiennent.

La monnaie numérique, le marché numérique, la finance numérique sont entre autres les sciences de la répartition équitable qui génèrent de façon absolue la solvabilité pour tous, acteurs universels du marché que nous sommes appelés à être sur la toile. La solvabilité n'est donc pas une question matérielle, mais une question numérique!

C'est un Revenu Périodique Garanti numérique, renouvelable de façon pérenne par simple jeu d'écriture pour créditer les Comptes Marchands accessibles à chaque être humain. Le Compte Marchand qui n'est pas synonyme de compte bancaire est la nouveauté du savoir pour apporter le

Revenu Périodique Garanti (RPG), fruit de l'investissement, le marché numérique qui assurera à jamais le plein emploi des ressources renouvelables garantissant le salaire à tout travailleur.

Chaque porteur d'un Compte Marchand est un investisseur sur le marché numérique qui achète son pouvoir d'achat au prorata du capital, hier servant de débours ou d'épargne. Le travailleur salarié, employé du marché numérique est l'exploitant de l'investissement au service de l'investisseur universel qu'est chaque être humain sur la terre. Revenu numérique, investissement (marché numérique) et salaire numérique sont donc les trois clés portées par les Comptes Marchands du Marché de Crédit en Nature Pérenne à la disposition des porteurs du savoir que nous sommes tous sur la toile pour éviter l'insulte que constituerait notre échec face aux O.M.D et relever le défi qui se posent à tous.

Face à cette préoccupation et loin de croire à la désuétude du système bancaire et financier mondial, le Compte Marchand du MCNP lui apporte sans faille la possibilité de lui coupler un compte bancaire pour cause de prêts bancaires garantis par la solvabilité du Revenu Périodique Garanti que génère pour chacun le Compte Marchand. Ainsi, pour chaque dirigeant, le slogan sera: «A chaque être humain un compte bancaire couplé à son Compte Marchand pour la bancarisation universelle sans laissés- pour-compte».

Le prêt, le crédit, le levier économique fondamental pour tout progrès jadis miné par l'insolvabilité, trouvera à son service le Savoir numérique maîtrisé pour bouter à jamais l'endettement hors de toutes les nations.

L'appel est donc expressément lancé à l'endroit de l'élite mondiale pour amorcer l'ère nouvelle de l'Economie Universelle de l'investissement pour le Revenu Périodique Garanti pour tous loin de toute rareté d'emploi-salaire, ceci pour concilier l'efficacité économique et la justice sociale pour le marché dans le nouveau capitalisme vertueux.

En définitive modèle de l'Economie Universelle de l'Investissement pour le Revenu Périodique Garanti, par son système MCNP s'offre de façon pragmatique et concrète comme un outil crédible susceptible de réaliser efficacement la réduction de la pauvreté, voire son éradication pure et simple. Ainsi, la volonté manifestée dans les huit Objectifs du Millénaire pour le Développement et le principe directeur qui l'accompagne trouvent leur réponse adéquate dans le progiciel MCNP mis sur internet, à la disposition de la Communauté Internationale.





Doublez de vitesse

PLATINIUM

Jusqu'à 2,8 Mb/s

Validité : 30 Jours

34 955 F CFA

ARGENT

Nouveau débit 1,2 Mb/s

Ancien débit 614 Kbs

Validité : 30 Jours

15 390 F CFA

BRONZE

Nouveau débit 614 Kb/s

Ancien débit 307 Kb/s

Validité : 30 Jours

11 800 F CFA

**INTERNET
ILLIMITÉ**
24h/24

L'INTERNET HAUT DÉBIT NOMADE

HELIM
nomade

Désormais, rechargez votre compte HELIM Nomade dans les Espaces Telecom, les M'FRI Shop via les tickets de recharge TPE ou par Transfert de crédit.

Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom ou appelez le 112

Service client : 112

ESPACES TELECOM À LOMÉ

Ex Direction Générale
Avenue Nicolas GRUNTZKY,
ancien siège
Tél : (228) 22 21 47 14

Espace HELIM
Ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 32 06

Espace Telecom AGOE NYIVE
Juste après la Brasserie BB
Tél : (228) 22 50 82 01

Espace Telecom ADIDOGOME
Face Église d'Adidogomé
Tél : (228) 22 50 83 01

Espace Telecom ADOBOU-KOME
Face mosquée de l'ex Zongo
Tél : (228) 22 23 16 67

Espace Telecom Place de l'Indépendance
Près de la Place de l'Indépendance
Tél : (228) 22 21 86 23

Espace Telecom ASSIVITO
Espace HELIM, ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 74 00

Espace Telecom PORT
Près du Rond-Point du PAL
Tél : (228) 22 27 46 03

ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR

Espace Telecom TSEVIE
Près du grand marché de NDANYI
Tél : (228) 23 30 00 01

Espace Telecom ANEHO
Dans le bâtiment de l'UTB
Tél : (228) 23 31 07 24

Espace Telecom KPALIME
Près de la Préfecture
Tél : (228) 24 41 00 50

Espace Telecom ATAKPAME
Face à la station TOTAL
Tél : (228) 24 40 02 39

Espace Telecom SOKODE
Face au marché - Après CNSS
Tél : (228) 25 50 01 21

Espace Telecom KARA
Près du stade Municipal
Tél : (228) 26 60 00 60

Espace Telecom DAPAONG
Face au commissariat
Tél : (228) 27 70 83 00

TOGO TELECOM, La Référence

www.togotelecom.tg

Développement de la culture togolaise LE FONDS D'AIDE DÉSORMAIS OPÉRATIONNEL

Le Fonds d'aide à la culture est désormais opérationnel. Le Ministre des Arts et de la Culture, Me Fiatuwo Séssenou l'a officiellement lancé le vendredi 28 juin dernier à Lomé. C'était en présence de plusieurs artistes et associations d'artistes, promoteurs culturels, bref tous les acteurs culturels au cours d'un débat qui a permis au ministre Fiatuwo Séssenou et les agents du ministère de la Culture d'expliquer les contours du fonds aux bénéficiaires et surtout comment faire pour être financé par ce fonds.

« Par l'opérationnalisation du Fonds d'aide à la culture cette année les plus hautes autorités de notre pays ont bien voulu donner les moyens aux artistes de se professionnaliser davantage en vue de vivre de leurs œuvres. Il est donc attendu des artistes et professionnels de la culture, des compétences devant leur permettre de faire émerger de véritables industries culturelles et créatives en vue de contribuer à la stratégie de croissance accélérée et de la création de l'emploi », a déclaré le ministre à l'endroit des artistes. D'un montant total de 400 millions de Francs CFA à savoir 350 millions pour la subvention des artistes et 50 millions pour la



promotion de la culture, le Fonds d'aide à la Culture vise à encourager et soutenir l'industrie culturelle, les manifestations culturelles, les productions des artistes, les représentations culturelles tant sur le plan national qu'international. Pour l'instant, les artistes devront soumettre des microprojets dont les coûts de réalisation ne dépassent pas 3 millions. Le ministre a ensuite invité les parties prenantes du fonds au respect des textes qui le régissent et exhorte à une bonne

gestion, à l'équité et à la justice qui doivent sous tendre les activités de ce fonds. « C'est à ce prix que nous obtiendrons les résultats escomptés et la pérennité du fonds », a insisté le ministre. Dans les prochains jours, le Conseil des Ministres va prendre un décret de nomination pour désigner le directeur du Fonds d'aide à la Culture qui est provisoirement géré par le Secrétaire général du ministère des Arts et de la Culture.

Dias MISSOKO

Equipe nationale LA FIFA SANCTIONNE LE TOGO POUR UTILISATION D'UN JOUEUR INÉLIGIBLE

Au lendemain du match Togo-Cameroun du 9 juin dernier la FIFA a ouvert une enquête contre le Togo pour avoir aligné Alaixys Romao qui a accumulé deux cartons jaunes. La FIFA a demandé et obtenu des explications de la part de la FTF. Mais les explications de la FTF n'ont pas convaincu l'instance mondiale de football qui a décidé de sanctionner le Togo.

En effet, la FIFA a annoncé ce 4 juillet que le Togo était déclaré perdant 3-0 face au Cameroun et une amende de 6 000 francs suisses en dépit de la victoire 2 buts à zéro des Eperviers sur le terrain. La FIFA attribue les 3 points du Togo au Cameroun. Les Lions Indomptables sont donc devenus les leaders du groupe I avec 11 points. Les Camerounais prennent ainsi la tête du groupe I avant leur dernier match contre la Libye en Septembre. La Libye est désormais 2e du groupe. Tout ceci à condition que le recours du Cameroun au près de l'institution du football mondial aboutisse. En effet, le Cameroun est également sous le coup d'une suspension de toutes compétitions de la FIFA pour ingérence du gouvernement dans les affaires du FECAFOOT.

Le Togo et la RD Congo sont éliminés de la suite de la compétition et le Togo se retrouve désormais avec 1 point synonyme de la plus mauvaise des campagnes de qualification qu'il a fait jusque-là. Malgré cette sanction, le Togo a quand même progressé d'un rang au classement mondial que la FIFA établit à la fin de chaque mois. Le Togo a gagné une place et retrouve de nouveau la 72e place mondiale devant le Cameroun et la Libye.

D. A.

Wilfried A² : « TAL'DÉOU », LE 5E ALBUM OFFICIELLEMENT DANS LES BACS



Wilfried A2 l'artiste qui a su valoriser les rythmes traditionnels de la Région de la Kara à savoir, le Soo, le Kamou, le Tchimou et l'Evala vient de sortir un 5e album. Intitulé « Tal'déou », (littéralement Bienvenue en Français) le nouvel album se veut un album tradi-moderne. L'album vient confirmer le talent de l'artiste et son seul crédo qui est de promouvoir les rythmes traditionnels du Togo. Pour Wilfried A2, il s'agit d'un album de maturité qui aborde plusieurs thèmes à savoir : le Non-violence, la paix,

l'Amour et Dieu vivant. « Cet album annonce également les Evala. J'ai un titre qui est l'hymne des Evala et je compte faire ma promotion lors des Evala prochains comme je fais aussi la promotion des Evala », a expliqué Wilfried A2. Les Evala 2013 démarrent dans la 2e moitié du mois de juillet et constituent l'une des plus importantes fêtes traditionnelles du Togo. L'album compte 9 titres, tous enregistrés en live au Studio Rovers Records à Lomé.

D. A.

Biennale Internationale de Lomé des Arts au féminin LA 1ÈRE ÉDITION AURA LIEU DU 28 AU 31 JUILLET 2013



L'artiste féminin a désormais un cadre d'expression, la Biennale Internationale de Lomé des Arts au Féminin (BILARFEM). Il s'agit en effet d'un événement qui fait la promotion de l'initiative féminine, un rendez-vous d'expression de l'Art dans toute sa dimension, avec la femme comme principale actrice. La toute première édition de cette

Biennale se tient dans la capitale Lomé du 28 au 31 juillet 2013 sous le thème « femmes pour femmes ». Cette première édition va se tenir à l'hôtel Sarakawa et sera maquée par des expositions faites par 5 femmes venues de divers pays à savoir le Nigeria, l'Allemagne, les Etats-Unis, la Chine et le Togo. A part

l'exposition, il y aura un "workshop", dans les jardins de l'hôtel pour les artistes en herbe, une table ronde pour amener les populations à aimer l'Art et aussi pour rendre hommage aux femmes artistes. La BILARFEM 2013 fermera en suite ses rideaux le 31 juillet par le vernissage dans le hall du siège du groupe Ecobank. A entendre LIEBE Adzodo Yawa, promotrice de cet événement, il était important de créer un cadre d'expression et d'épanouissement de la femme en matière de l'art. « Les femmes sont majoritaires dans le secteur artistique et il faut leur créer un cadre où elles pourront exprimer et vivre pleinement leurs talents. » a-t-elle déclaré. Partie pour être un grand cadre d'expression des femmes en matière de l'art, BILARFEM-2013 focalisera son attention spécialement sur La peinture, la sculpture et le design.

Londou KAWANA

Une rigueur organisationnelle qui fait la renommée du Bac Togolais **PEUT-ON ESPERER MIEUX APRES LES 52,54% DE TAUX DE RÉUSSITE EN 2012 ?**

Depuis le lundi 1er juillet, les candidats à l'examen du Baccalauréat 2ème partie, Bac2, au Togo composent pour le compte de la session normale 2013. Ils sont au total 51790 à se soumettre aux épreuves écrites qui prennent fin demain samedi pour toutes les séries des enseignements général et technique. Comme tous les ans, c'est avec la peur au ventre que les candidats affrontent les épreuves de cet examen qui de plus en plus prend des allures d'épouvantail. On se rappelle tous que des vingt dernières années, c'est en 2012 que le taux de réussite a atteint la barre des 50%. Quand on sait les différents mouvements qui ont secoué l'école togolaise, est-on en droit d'espérer mieux pour cette année 2013 ? Quelles sont les particularités qui font du bac Togolais un examen hors du commun ?

Une réelle implication des professeurs d'université

Au Togo, il existe une direction des examens et concours qui s'occupe de la quasi-totalité des examens scolaires et concours sur le territoire national. Mais pour le Bac2, un office a été spécialement créé. Dans le fonctionnement de cet office et dans l'organisation de l'examen du Bac, on ne retrouve que les professeurs d'université qui jouent également le rôle de superviseur dans tous les centres



d'écrits. Les chefs d'établissement ne sont associés que dans l'organisation matérielle, la préparation des lieux et la gestion des surveillants de salles. Ces professeurs d'université souvent repartis de manière aléatoire sur le territoire national ne s'acoquinent pas avec les autorités locales. Dans un passé récent, il est arrivé à l'un d'eux de mettre hors de son centre d'écrit, notamment à Mango, un préfet qui voulait s'adresser aux candidats. Il lui a tout simplement signifié que cette

allocution ne faisait pas partie de son planning.

Une surveillance stricte, très peu de cas de fraudes

Cette rigueur dont font preuve les professeurs d'université rejailli sur les surveillants de salle qui même s'ils sont tentés d'apporter leur aide aux candidats en difficulté ne le peuvent pas. Les surveillants sont très souvent à trois par salle et leur présence est permanente. La méfiance aidant, ils ne peuvent quasiment pas se mettre d'accord pour accorder des largesses aux

candidats. De plus, les trios sont éclatés et recomposés au quotidien. Les surveillants de salles sont eux aussi surveillés par des superviseurs adjoints qui sont pour la plupart des chefs d'établissements. Avec tous ces dispositifs, les fraudes sont minimisées et les candidats qui, dans le passé, ont tenté des choses ne les ont pas réussies.

Un bac redouté par les étrangers

Dans un passé récent, les Togolais qui reprenaient pour une énième fois l'examen du Bac se faisaient inscrire au Bénin et au Burkina Faso pour y tenter leur chance. Souvent avec succès dès le premier essai. D'autres encore préféraient faire composer des étudiants et de jeunes enseignants à leur place dans certains pays de la sous région. Fort heureusement cette filière est en voie d'extinction depuis 2006 avec l'établissement des cartes nationales informatisées. Inversement, on voit très peu d'étrangers accepter se soumettre aux épreuves du Bac togolais. Les derniers en date, ce sont les réfugiés ivoiriens qui se sont plaints des la teneures des épreuves trop « dosées » à leur goût.

Un taux de réussite qui fait du Bac togolais un véritable tamis.

En vingt ans, le taux de réussite au Bac n'a dépassé qu'une fois la barre des 50%. C'était l'année dernière, en 2012, avec un taux de

réussite de 52, 54%. De 1992 à 2011, il a varié entre 14,77% en 1993 et 49,21% en 2009. Il est resté pendant 10 ans, de 92 à 2001, en deçà des 30%, avec un meilleur taux à 30,35% en 1992. Ce n'est qu'à partir de 2002 que le taux de réussite s'est établi autour de 40% avec quelques reculs en 2004 (33,65%), 2006 (39,13%), 2008(38,08%) et 2010(38,29%). Dans l'ensemble, le Bac togolais est loin des taux records de 80% qu'on connaît en France et quelques fois dans certains pays de l'Afrique au Sud du Sahara. Cette année ressemble à beaucoup d'égards à l'année dernière. Les mêmes mouvements dans le secteur de l'éducation qui se sont soldés par un drame à Dapaong. L'année dernière, tout semblait perdu. Mais c'est dans ces conditions que les candidats ont su faire appel à leur génie pour sortir ce résultat tombé de nulle part. Comme nous avons l'habitude de le dire, « impossible n'est pas togolais ». L'espoir est donc permis de voir l'exploit de 2012 se rééditer à ce Bac 2013. Le Bac Togolais est le passage obligatoire pour les deux universités et de nombreuses grandes écoles du pays. A ce titre, ne passe pas qui veut, mais ceux qui en ont le mérite.

Paul Katassoli

SEMINAIRE D'INFORMATION

PROJETS E-GOUVERNEMENT & E-ADMINISTRATION, COMMENT LE DEVELOPPEMENT INEVITABLE D'INTERNET VA CREER DE NOMBREUX EMPLOIS POUR LES JEUNES AU TOGO

1. Public cible: Cadres (informaticiens ou non), Etudiants, Parents d'Elèves, Chômeurs

2. Thèmes :

▪ Comment les Projets E-gouvernement/E-Administration et le développement inévitable d'Internet au TOGO vont-ils créer de nombreux emplois parmi la jeunesse ?

▪ Quels sont les métiers qui vont être le plus impactés?

▪ Comment s'y préparer ?

3. Les Inscriptions se font au siège de IPNET EXPERTS SA, sise à Agbalépédo Lossossimè

Immeuble IPNET

▪ Mobile: 99 31 07 17 / 99 31 07 14

▪ Fixe : 22 51 81 81 / 22 51 77 77

4. Organisateur : IPNET EXPERTS SA, Intégrateur de Solutions Informatiques

5. Participation : ANPE, FONDS GARI

8

R